

## EDITO MENSUEL

***Au révélateur***

Nouveau souffle ou casse-tête ? Donald Trump n'est pas du genre à rigoler. Après les menaces proférées pendant la campagne présidentielle, les coups de bâtons pleuvent. Les entreprises européennes sont priées de plier bagage en Iran, les exemptions sur les taxes à l'acier sont désormais terminées même s'il pourrait y avoir quelques exemptions. Bref, les poignées de mains viriles et les tapes dans le dos entre D. Trump et Emmanuel Macron ont laissé place à quelques piques acides. Si l'Europe est menacée de l'extérieure dans une guerre commerciale qui dit clairement son nom aujourd'hui, elle se craquelle également de l'intérieur. L'Italie vient de trouver, après de nombreuses turpitudes, son Premier ministre au milieu d'une coalition des plus bariolées avec en guise de programme des dépenses somptuaires dans un pays où la dette représente 132% de la richesse créée. D'autre part, la gestion des migrants arrivant en Italie face à une Europe impuissante a renforcé l'euroscepticisme des Italiens et crée la zizanie.

L'Espagne ne semble pas mieux lotie. Mariano Rajoy a dû quitter son poste, renversé par le parlement. Le Premier ministre a été éjecté de son siège après la condamnation du Parti Populaire dans une vaste affaire de corruption. C'est donc le socialiste Pedro Sánchez qui est devenu Premier ministre fort du soutien de 84 députés sur un total de 350 au parlement... le contraignant à conjuguer avec des soutiens hétéroclites et de circonstances allant des alliés nationalistes basques à Podemos.

L'Allemagne, sentant le vent du boulet, semble assouplir ses positions, ou du moins faire quelques concessions, avant un sommet important les 28 et 29 juin prochains sur l'avenir de l'Union Européenne. Les points de divergences existent entre une Allemagne fourmi et les pays du sud cigale. Néanmoins, Angela Merkel a assuré vouloir la création d'un fonds monétaire européen et d'un budget d'investissement pour la zone euro, fort de plusieurs dizaines de milliards. Une position qui a rassuré la France. Mais attention, l'Allemagne a tenu à rappeler qu'elle était favorable à un mécanisme d'entraide et non pas à une « *union de l'endettement* ». Il est clair que les pays du Nord de l'Europe surveilleront de très près les modalités de ces projets. Il n'empêche, à l'heure où l'Amérique de Trump a clairement entamé un rapport de force avec les autres pays de la planète, il est important de compter ses amis. D'autant que l'Allemagne et ses berlines luxueuses sont dans le viseur du président américain. Et si une nouvelle sorte de cristallisation « trumpienne » donnait le ton d'une union européenne ragillardie ? Essayons d'y croire malgré cette Europe qui montre jour après jour ses divisions.

***Pascal Chiarla - C&M Finances***

## QUESTIONS DU MOIS

### **Que va faire l'Europe dans ce dossier épineux ?**

Désormais le temps presse et une décision doit être prise. Certes, les Européens ont eu beau se plaindre et indiquer qu'ils ne se laisseraient pas faire mais place aux actes. Et oui, l'Iran demande désormais aux Européens de se prononcer sur la pérennité de l'accord sur le nucléaire iranien. Pour rappel, en 2015, l'accord visait à empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire avec en contrepartie, la promesse de nouveaux investissements en Iran afin de redynamiser le pays. Or, les Etats-Unis ont décidé de se retirer de l'accord et menacent clairement les entreprises européennes de se plier à leurs exigences afin d'éviter toutes sanctions. Et les entreprises européennes et notamment françaises n'ont pas tardé à réagir à l'image de Peugeot qui a décidé de quitter l'Iran afin d'éviter de compromettre sa filiale Faurecia aux Etats-Unis. La République islamique demande désormais aux Européens de prendre position à l'image de la Russie et de la Chine qui ont toutes deux réaffirmé leur soutien à l'accord de 2015. Alors l'Europe peut-elle défier les Etats-Unis ? Compliqué voire impossible. Les entreprises européennes commercent avec les Etats-Unis et d'autre part l'Amérique du Nord reste le principal bras financier de l'OTAN.

### **Un rapprochement de circonstance ?**

Les symboles demeurent essentiels et en particulier en diplomatie. Et l'image est un vecteur de communication puissant et formidable. Alors que D. Trump était assis bras croisés, l'air ailleurs, face aux dirigeants du G7 debout en train d'essayer de le convaincre, Vladimir Poutine et Xi Jinping affichaient un large sourire à la sortie du sommet de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) ... qui se tenait en même temps que le G7. Pas de doute, l'objectif était clair : montrer l'unité alors que les pays occidentaux et le Japon se déchiraient. Pour autant, cette lune de miel pourrait connaître quelques anicroches. En particulier la place de la Chine qui ne cesse de s'étendre faisant de l'ombre aux nombreux pays de la zone avec un symbole fort : la nouvelle route de la Soie qui semble avoir un but : la présence voire la domination de la Chine dans de nombreuses parties du monde.

### **Stop ou encore ?**

Le bout du tunnel n'a jamais semblé aussi proche. Après dix ans de crise et de plan d'aide, la Grèce pourrait prochainement faire son retour sur les marchés financiers afin de lever de l'argent frais et ne plus être dépendant des institutions internationales. Néanmoins, avant de pouvoir le faire, Athènes reste suspendu au FMI et à l'Allemagne. Le FMI rechigne à participer à une nouvelle aide tout en conservant un œil averti sur les réformes demandées à la Grèce. Et l'Allemagne et en particulier le Bundestag veut que le FMI reste vigilant aux réformes que doit mettre en place Athènes afin de maintenir son soutien. Il faut dire que la Grèce traîne comme un boulet une dette qui représente 178% de son PIB, ce qui effraie le FMI. Pour autant toutes les parties ont intérêt à s'entendre. Pour la Grèce, la fermeture de cette douloureuse parenthèse permettrait au pays de mettre un terme à d'énormes sacrifices. L'Europe et l'Allemagne ont tout intérêt à trouver une résolution au problème grec alors que l'Italie et son gouvernement populiste risque de rentrer en conflit avec Bruxelles. Une raison suffisante pour l'Allemagne d'allonger la dette grecque ? A voir.

Ce document d'information ne peut être reproduit, communiqué, ou publié, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite de C&M Finances.

Ce document commercial ne saurait être interprété comme un engagement contractuel ou précontractuel de la part de C&M Finances ni comme une sollicitation à la souscription de l'OPCVM cité (des OPCVM cités).

Il est produit à titre purement indicatif et peut-être modifié à tout moment sans préavis.

Les informations (analyses) contenues dans ce document, notamment les informations chiffrées, sont issues en partie de sources externes considérées comme dignes de foi.

C&M Finances attire l'attention de l'investisseur sur le fait que les chiffres cités ont trait aux années écoulées et que les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

C&M Finances ne garantit, par ailleurs et d'aucune manière, les performances courantes ou futures de l'OPCVM cité (des OPCVM cités) dans ce document.

Il est rappelé ici que tout investissement financier comporte des risques (les risques de marché, le risque de perte en capital, le risque de change notamment) pouvant se traduire par des pertes financières. Dès lors, C&M Finances recommande, préalablement à tout investissement, au destinataire du présent document de lire attentivement le DICI et le prospectus de l'OPCVM qui sont tenus disponibles gratuitement en langue française à son siège social ou sur son site internet ([www.cm-finances.com](http://www.cm-finances.com)) et de s'assurer qu'il dispose de l'expérience et des connaissances nécessaires lui permettant de fonder sa décision d'investissement, notamment au regard de ses conséquences juridiques et fiscales.

La valeur liquidative de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition du portefeuille.

Ce document d'information n'a pas pour but de fournir et ne doit pas servir à fournir des conseils d'ordre comptable, juridique ou fiscal ou des recommandations d'investissement. Source: C&M Finances